



Salle Saint-Bruno

Bilan d'activité 1996

Association Salle Saint-Bruno

9, rue Saint-Bruno • 75018 Paris • Tél : 01 42 62 11 13 • Fax : 01 42 52 22 01

La Salle Saint-Bruno est subventionnée par la Ville de Paris, la Préfecture de Paris,
le Fonds d'Action Sociale, la Caisse des Dépôts et Consignations

Sommaire

Avant propos.....	page 3
Bilan du secteur Locaux-Accueil-Médiation.....	page 4
Bilan de l'Observatoire de la Vie Sociale.....	page 7
Bilan de l'Interservices de Quartier.....	page 12
Les publications de la Salle Saint-Bruno.....	page 19
La Salle Saint-Bruno dans la presse.....	page 20
La vie d'équipe.....	page 21
Goutte d'Or en fête.....	page 22
Conclusion.....	page 23
Perspectives.....	page 25

Avant-propos

Ce qui caractérisera l'année 1996 c'est l'élaboration par la Salle Saint-Bruno, la Ville de Paris et la Préfecture de Paris d'un projet de convention sur 2 ans (97-98), consacrant les activités de la Salle Saint-Bruno dans le cadre de la politique de la Ville, en général et sur le quartier de la Goutte d'Or en particulier.

La Salle Saint-Bruno est résolument au service de son "public" (associations, habitants, services publics) depuis septembre 1992. La genèse de ses activités se décline en trois grandes étapes distinctes :

- 1993 : établissement des contacts avec l'ensemble des acteurs locaux et recensement de leurs besoins.
- 1994 : traitement interpartenarial de ces besoins à travers l'élaboration et les premières mises en oeuvre de projets.
- 1995-1996 : concrétisation, approfondissement de nombreuses actions et premières évaluations.

Avec cette convention, c'est une étape de plus que franchit la Salle Saint-Bruno, accompagnée d'une clarification de ses liens avec ses principales tutelles. Forte de ses années d'expérience, la Salle Saint-Bruno peut encore aller plus loin dans l'aide qu'elle peut apporter à ses différents partenaires comme le suggèrent diverses propositions contenues dans la conclusion de ce rapport.

Locaux-Accueil-Médiation

coordination : *Mobamed Djalo*

L'année 1996 sera marquée par une stabilité (légère baisse) du nombre de mises à disposition de locaux. Le développement du pôle emploi a nécessité l'acquisition d'un nouveau local (15, rue Laghouat) pour l'installation du Développeur de l'emploi, faute de place à la Salle Saint-Bruno. Ce nouveau local est entretenu régulièrement.

Des travaux ont été réalisés dans la grande Salle. Il en a résulté une nette amélioration de l'insonorisation. Un réaménagement de l'espace a permis de disposer d'une petite salle supplémentaire.

L'accueil et la médiation, demeurent des prestations essentielles dont bénéficient de nombreux habitants, notamment originaires d'Afrique noire

Les locations

On distinguera ici le bilan financier du bilan des utilisations.

• Bilan des utilisations. Pour cette troisième année de comptage, il nous a paru utile de récapituler la totalité des chiffres dans un tableau synthétique . Nous discuterons des résultats par la suite.

	année 1994		année 1995		année 1996	
	Locations	Participants	Locations	Participants	Locations	Participants
<i>pour le quartier:</i>						
Habitants	10	1200	13	1200	20	2660
Associations membres ou proches	307	2130	324	2750	245	1661
Copropriétés	16	350	26	417	20	445
Réunions ISQ/OVS/DSU	28	450	85	1367	76	1245
Autres associations locales	NC	NC	90	814	105	369
Fête de la Goutte d'or (sur 10 jours)				700		850
Total quartier	361	4130	538	7248	466	7230
<i>hors du quartier:</i>						
copropriétés	10	150	5	80	3	140
institutionnels	6	300	2	95	17	292
Associations sociales ou socioculturelles	8	150	45	450	20	464
Total locations extérieures	24	600	52	625	40	896
Total général	385	4730	590	7873	506	8126

Le secteur n'a connu qu'une faible hausse du nombre de participants et même une légère baisse des locations (ce qui implique, en dehors des "autres associations locales", un accroissement du nombre des participants par événement). Précisons à ce titre que nous n'avons pas retenu dans nos statistiques les chiffres de la fête de la jeunesse 1995 pour une meilleure lisibilité des données (l'événement qui n'a eu lieu qu'une seule fois l'année passée et qui n'a pu être classé dans les activités habituelles, gonflait "artificiellement" les chiffres).

Il est par ailleurs utile de noter que 45 refus de locations à des particuliers ont été enregistrés cette année : 15 du fait de l'insonorisation insuffisante vers le 8 rue Pierre l'Ermite, 20 en raison des horaires trop limités et 10 en raison de la trop petite taille de la salle.

- Bilan des recettes propres

	1994	1995	1996
Frais de participation et photocopies	110 000 francs	96 000 francs	108 500 francs

La légère baisse du nombre de location a été largement compensée par une révision à la hausse des frais de participation des mises à disposition.

- La relance des locations

La campagne de promotion des locaux à destination de l'extérieur du quartier (associations nationales, fédérations, syndicats...), lancée conformément aux vœux de l'Assemblée Générale de mai 1995, n'a pas donné les résultats escomptés. Seules 3 nouvelles copropriétés ont été intéressées. En réalité, les plus gros utilisateurs des locaux restent les habitants proches. Or, à ce jour, du fait des limites techniques de nos locaux et du ciblage de la promotion, une partie de la demande n'est pas satisfaite.

La plaquette de présentation des locaux doit être révisée dans les mois à venir.

Accueil et Médiation

Ces deux missions prennent une place fondamentale dans les activités du secteur, et plus largement dans celles de la Salle Saint-Bruno. Comme le précisait le rapport d'activité 1994, il n'est pas question de se substituer aux structures d'accueil du quartier. Mais il est indéniable que la Salle Saint-Bruno, ne seraient-ce que par les opportunités de location de salles qu'elle offre et la permanence logement qui y est tenue par l'association Paris Goutte d'Or, est un lieu repéré par les habitants et qu'il serait dommage de ne pas saisir ces occasions pour leur offrir - ainsi qu'à tous les partenaires - un accueil, et surtout une orientation. C'est dans ce sens que travaille le secteur depuis deux ans maintenant.

- L'amélioration de l'accueil et de l'orientation

Les fiches thématiques d'accueil et d'orientation présentées en début de l'année 1996 connaissent un franc succès. Ces fiches réalisées avec l'Observatoire de la Vie Sociale, et après concertation avec les autres structures d'accueil associatives du quartier, sont disponibles gratuitement à l'accueil. Elles recensent à travers différents thèmes (santé, logement, justice, éducation, cours de français, administrations...) les différentes structures au service des habitants du quartier. Leur fonction n'est pas seulement de fournir directement des renseignements, mais également de servir de support à un accueil personnalisé, de faciliter l'orientation future des usagers. Ainsi, une personne illettrée peut après explication repartir avec une fiche qui lui permet de s'orienter plus facilement dès son arrivée sur le lieu qui l'intéresse. C'est en ce sens aussi une sorte de "fiche de liaison" entre structures.

- Bilan de l'Accueil-orientation

La comptabilisation se fait à partir des personnes accueillies et non à partir du nombre de passages. Il faut savoir qu'une même personne peut revenir plusieurs fois.

Les questions les plus couramment posées concernaient les points suivants :

intitulé	1994	1995	1996
orientation-logement	100	70	104
orientation juridique et démarches administratives*	150	100	10
orientation pour les questions de formation ou d'alphabétisation	30	53	40
aides aux démarches administratives (formulaire administratifs)	NC	22	22

* L'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur le séjour et l'entrée des étrangers a considérablement fait chuter le nombre de personnes désireuses de s'informer

- La médiation

Distincte du simple accueil ou de l'orientation, les activités de médiation consistent en un véritable suivi de certaines personnes ou familles issues des communautés africaines, afin que ces dernières règlent ou dépassent des problèmes personnels, des conflits, dont l'origine est souvent liée à la situation de migration.

Cette activité de conseil, d'orientation familiale peut se faire en partenariat avec certaines structures d'accueil du quartier.

Il est particulièrement délicat de quantifier cette mission ; une même personne peut revenir 10, 20 fois ou plus et surtout, il n'existe pas de frontière claire entre une simple conversation et un travail de médiation. Toute la valeur du travail entrepris réside justement dans son caractère informel absolu (lieu non repéré explicitement, pas d'horaires, pas de réelle position "soigné-soignant").

Toutefois, on notera que 20 personnes ont été suivies en 1996 (28 en 1995, une dizaine en 1994). Sur ces 20 personnes, 3 étaient envoyées par des assistantes sociales, 7 par des personnels scolaires, 9 par une association du quartier (AGO) et 1 par le "bouche-à-oreille".

Formation aux pratiques culturelles

Participation à l'animation de la formation aux pratiques culturelles organisée par l'Interservices de Quartier. Ses interventions ont concerné les sessions suivantes :

- "Adolescence et immigration" (les jeunes de l'immigration : qui sont-ils ? Les comprendre et travailler avec eux)
- "Famille et vie de couple" (Mariage, divorce, modes de régulation dans la vie conjugale et familiale)
- "L'autorité parentale dans les familles immigrées" (Exercice de l'autorité parentale dans le contexte de la migration)

Cette participation a vocation à se poursuivre en 1997, en raison des apports concrets aux formations.

Vie des locaux

- Des travaux faits... et à faire

- Des travaux d'insonorisation de la grande salle ont été réalisés. Il en résulte une nette amélioration de nos rapports avec le voisinage immédiat : l'immeuble du 5 rue Pierre l'Ermite n'est plus incommodé par le bruit des fêtes. Malheureusement, l'immeuble du 8 rue Pierre l'Ermite l'est toujours. Si nous voulons prolonger les activités festives de cette salle plus tard la nuit, nous devons engager d'autres travaux (ce qui permettrait en plus de capter une clientèle rebutée par la durée limitée des activités).

- Le revêtement de sol de la grande salle n'a pas été changé, mais Mohamed Djalo s'est occupé de la technique de nettoyage du parquet ; le sol ne pose donc plus de problème jusqu'à nouvel ordre.

- La logistique

- La Salle Saint-Bruno a fait l'acquisition d'une nouvelle photocopieuse dont la capacité est cette fois-ci conforme aux besoins.
- Le parc informatique se révèle insuffisant. L'acquisition d'un nouveau micro et d'un scanner sera nécessaire.
- Un grand écran serait utile pour passer des diapositives dans la grande salle.
- Deux lignes téléphoniques supplémentaires seraient utiles pour pallier la saturation du standard.
- Le télécopieur témoigne des signes évidents d'usure ; son changement est à envisager.

Observatoire de la Vie Sociale

Coordination : Pierre-Marie Lasbleis

Collecter, centraliser, redistribuer les informations. Ces trois aspects de la mission de l'Observatoire ont continué de guider son action quotidienne en 1996. Au delà du traitement des données recensées, la part prise par les actions de communication et de pédagogie est grandissante. Il s'agit bien de faire fructifier la masse d'informations disponibles en assurant l'accès au plus grand nombre. Les outils pour cela ne manquent pas ; ils ont connu en 1996 un nouvel essor.

Le Tableau de Bord de la Vie Sociale

Après 18 mois de travail, le premier Tableau de Bord de la Vie Sociale est sorti en janvier 1996. Une deuxième phase dans le développement du projet pouvait alors s'amorcer. Il s'est en effet agi à la fois d'assurer la diffusion du produit et de mettre en oeuvre la deuxième édition. Ces deux missions ont cette année encore représenté quasiment un mi-temps pour le Coordinateur de l'Observatoire.

- une diffusion large dans le quartier

L'enjeu de la diffusion du Tableau de Bord est de taille. Pour les artisans du Tableau de Bord, il est fondamental que l'outil créé ne soit ni un gadget, ni un "ornement d'étagère". Le Tableau de Bord doit servir aux différents intervenants sociaux du quartier.

- pour cela, une diffusion large et gratuite a été organisée auprès des différents partenaires. Entre 80 et 100 exemplaires ont été distribués : correspondants du tableau de Bord, associations, services publics, et plus largement la plupart des partenaires habituels de la Salle Saint-Bruno ont eu le leur.

- conformément aux engagements pris, une réunion avec les correspondants du projet et le groupe de travail s'est tenue en mars 96. Cette réunion consacrée à la restitution a présenté deux intérêts :

. elle a d'abord permis d'aider les correspondants à lire le Tableau de Bord. Outil statistique, il peut à ce titre sembler indigeste à ses lecteurs. La réunion a permis de leur montrer les richesses qu'il pouvait receler.

. elle a ensuite permis de mieux savoir comment le Tableau de Bord avait été perçu et utilisé. La directrice d'un centre de la C.P.A.M. a ainsi raconté comment ses agents avaient été surpris de constater qu'il n'y avait que 38% d'étrangers dans le quartier.

Ce type de réunions a pourtant ses limites. Il ne permet pas une véritable appropriation de l'outil par ses utilisateurs. L'Observatoire réfléchissait fin 1996 à la manière dont les différents partenaires pourraient être mieux associés.

- Enfin, la DASES et la Préfecture, commanditaires du Tableau de Bord, ont eu à leur disposition un exemplaire qu'ils ont reproduit et diffusé à leur convenance, sans qu'il soit possible d'apporter plus de précisions.

- faire connaître l'expérience du Tableau de Bord

Comme le Conseil d'Administration du 20 janvier 1996 l'avait suggéré, il a semblé intéressant de faire partager l'expérience du Tableau de Bord à d'autres professionnels, hors du quartier ou de Paris. Le Tableau de Bord a donc été mis en vente et sa "promotion" organisée. C'était en outre un bon moyen de compenser financièrement les frais engagés pour la diffusion gratuite.

Une plaquette de présentation a été conçue et diffusée auprès d'un certain nombre de réseaux : équipes d'urbanisme, centres de recherche sur l'habitat, centres de ressources sur les quartiers en D.S.U., etc.

Par ailleurs, plusieurs revues se sont faites l'écho de la sortie du Tableau de Bord : les Actualités Sociales Hebdomadaires, Migrants Nouvelles, Territoires,...

Ces échos ont été d'excellents pourvoyeurs de commandes. 55 personnes ont acquis la première édition du Tableau de Bord : clubs de prévention à Bayonne, municipalité dans les Ardennes ou à Nantes, mission locale en Guadeloupe, Caisse d'Allocations Familiales à Douai ou à Brest, urbaniste à Marseille...

Enfin, deux organismes de formation ont sollicité l'Observatoire pour faire des interventions à propos du Tableau de Bord auprès d'étudiants en carrières sociales. Ces interventions ont été l'occasion de constater à quel point un outil comme le Tableau de Bord suscite des curiosités et surtout répond à un besoin pressant d'obtenir des informations générales et "objectives" sur l'environnement dans lequel les travailleurs sociaux évoluent.

- la préparation de la deuxième édition

La récolte des données pour la deuxième édition s'est révélée beaucoup plus difficile que prévu.

En effet, les institutions qui fournissent les chiffres ne sont pas immobiles : les gens changent, les périmètres, les critères d'intervention, les procédures changent. Tout cela fragilise les acquis, exige vigilance, patience et rigueur de la part des artisans du Tableau de Bord. Chaque édition semble donc un éternel recommencement. L'objectif de la deuxième édition était de surcroît de développer de nouveaux indicateurs, imposant une phase de négociation et d'attente.

Enfin, le groupe de travail du Tableau de Bord a souhaité que le traitement de l'étude économique menée en 1994 par la Salle Saint-Bruno et l'A.P.U.R. soit inclus dans la deuxième édition, ce qui a demandé un délai supplémentaire (voir plus bas). Pour ces raisons, la publication du deuxième volume du Tableau de Bord, initialement prévue début 1997, devait être repoussée de quelques semaines.

L'étude économique

En 1994, et pour répondre aux besoins exprimés par plusieurs associations du quartier, un relevé du tissu économique et commercial du quartier a été entrepris par l'Observatoire et l'Atelier Parisien d'Urbanisme, avec l'aide ponctuelle des associations A.D.C.L.J.C. et Paris-Goutte d'Or. Ce travail a consisté en un relevé exhaustif par îlot de tous les commerces et activités économiques, sur la rue comme en fond de parcelle.

L'A.P.U.R. s'était engagé dans un premier temps à traiter les données ainsi recueillies pour en tirer statistiques et cartes. Malheureusement, cet engagement n'a pu être honoré et les cahiers d'enquête jaussaient dans une armoire de l'A.P.U.R.

A l'été 1996, la Salle Saint-Bruno a souhaité récupérer ces cahiers pour les traiter.

L'Observatoire s'est donc donné les moyens de dépouiller ce travail, en deux phases :

- la saisie de toutes les données, long et fastidieux travail, essentiellement accompli par l'appelé "service ville".
- le traitement des données : comptages, réalisation de tableaux, comparaisons, représentations cartographiques...

Fin 1996, cette deuxième phase n'était pas encore terminée.

Ce travail est mené avec l'appui méthodologique du service des études générales de l'A.P.U.R. dont l'aide se révèle précieuse.

Après publication de la première partie des résultats dans le Tableau de Bord, l'étude devrait être suivie en 1997 d'une comparaison avec l'étude analogue réalisée en 1988.

L'Espace Documentaire

Développement du fonds, accès plus facile aux données, amélioration du service proposé aux usagers : ces trois axes ont été les priorités de l'action de l'Observatoire pour l'Espace Documentaire. La gestion de ce centre demeure une mission exigeante, notamment en terme de temps (mise à jour des documents, inventaire, et surtout réception des usagers). Elle est pourtant particulièrement intéressante. C'est un exercice de pédagogie, une mission d'"ambassadeur" du quartier, mais aussi un stimulant intellectuel qui permet de "penser le quartier", de découvrir de nouvelles manières de l'analyser au contact de personnes venues d'horizons très divers.

- La fréquentation de l'Espace Documentaire

La fréquentation de l'Espace Documentaire a connu une hausse en 1996 sans qu'on puisse imputer cette augmentation à une plus grande notoriété du lieu ou à un intérêt croissant pour le quartier. Une amélioration du cahier de bord de l'Espace

Documentaire permet de mieux analyser sa fréquentation. On distingue cette année deux catégories de données :

- les passages : est compté le nombre de fois où l'Espace Documentaire est visité, quel que soit le nombre de personnes concernées ou la durée du passage. 95 passages ont été consignés en 1996, soit environ un passage tous les 3 jours (environ 230 jours d'ouverture). Cette moyenne masque naturellement de grandes disparités selon les mois. (16 passages en mars, 5 en juin par exemple).

- les personnes : 70 personnes différentes ont fréquenté l'Espace Documentaire en 1996. Leur profil est le suivant :

. 60% étaient étudiants (60% d'entre-eux étaient étudiants en carrières sociales)

. 10% étaient professionnels dans le quartier (voir plus bas)

. 7% étaient journalistes

. 6% étaient chercheurs

. 6% se penchaient sur le quartier de manière "intéressée" (mission d'évaluation, étude de marché, préparation d'une visite...)

. 4% étaient professionnels hors du quartier

. 4% étaient habitants du quartier

. 3% étaient stagiaires dans le quartier.

On le voit, les étudiants sont de loin, les utilisateurs les plus assidus de l'Espace Documentaire, véritable "providence" pour les étudiantes assistantes sociales qui ont à réaliser une étude de milieu...

Le nombre de professionnels du quartier est sous évalué. Leurs pratiques sont en effet très différentes des autres. Ils viennent souvent pour chercher une information précise, passent peu de temps, et s'adressent directement au Coordinateur. Pour ces raisons, il est rare qu'ils laissent une trace de leur passage sur le cahier de bord.

- L'amélioration du fonds documentaire.

Après la constitution d'un fonds Goutte d'Or en 1995, la réorganisation des données de l'Espace Documentaire s'est poursuivie en 1996. L'objectif demeure de proposer aux différents types de publics fréquentant la documentation un accès toujours plus facile aux documents dont ils ont besoin.

Un fonds "Paris-Ile de France" a été créé en 1996, avec le même principe d'organisation que le fonds Goutte d'Or.

Un troisième fonds organisé devrait prochainement voir le jour. Il devrait correspondre aux besoins exprimés par un nombre croissant d'utilisateurs d'avoir des informations sur la Politique de la Ville. Dans ce cadre, l'Observatoire a entamé la réalisation d'un document de synthèse sur la Politique de la Ville proposant un historique du DSU, la présentation du dispositif parisien et un gros plan sur 12 années de DSU à la Goutte d'Or.

Par ailleurs, le fonds Goutte d'Or a poursuivi sa croissance. Plus de 30 documents y ont fait leur entrée. Le fonds en compte désormais 160. Ce mouvement doit se poursuivre.

- Une "médiation documentaire"

L'accueil proposé aux usagers de l'Espace Documentaire s'apparente à ce que les professionnels de la documentation appellent la médiation documentaire.

Il ne s'agit pas seulement en effet de mettre à disposition des documents. Le rôle du responsable de la documentation est d'en faciliter l'accès, c'est à dire faire le lien entre la matière existante et les besoins ou difficultés de l'usager.

Concrètement, ce travail revient à écouter le projet de l'usager et les besoins qu'il exprime. Une discussion suit pendant laquelle l'accueillant introduit les éléments nécessaires à un usage optimal des documents (contexte général, problèmes posés par les questions soulevées...), ce qui permet de mieux cadrer le travail d'étudiants qui arrivent le plus souvent avec une idée assez floue de ce qu'ils cherchent. Enfin, l'accueillant peut proposer une sélection de documents qui permettront à l'usager d'avancer plus vite, de mieux comprendre les enjeux. Alors seulement, celui-ci est vraiment capable de piloter lui-même ses recherches dans le fonds documentaire.

- un système de prêt

La demande de pouvoir emprunter des documents était exprimée depuis longtemps par les usagers de l'Espace Documentaire. Depuis avril, un système de prêt a été lancé. Il ne concerne naturellement que les documents existant en

double exemplaire. Ce système fonctionne bien et se révèle pratique.

Dans la mesure du possible, tous les nouveaux documents sont désormais tirés en deux exemplaires pour pouvoir être prêtés. 31 documents sont aujourd'hui accessibles au prêt.

- les revues de presse

L'Espace Documentaire a également pour mission de suivre la presse. Ce suivi donne notamment lieu à la publication de revues de presse.

Comme les années précédentes, la revue de presse des articles parus sur la Goutte d'Or en 1996 a été publiée début 1997.

Pour répondre à un besoin exprimé par une association du quartier, l'Observatoire a lancé en septembre un système d'abonnement à une revue de presse trimestrielle. Malgré la promotion de ce service dans la plaquette de rentrée de l'Observatoire, trois personnes seulement se sont dites intéressées.

Le 28 juin 1996, l'Eglise Saint-Bernard était occupée par les sans-papiers. Cette occupation a constitué l'événement de l'été, avec une portée nationale et internationale. Directement concerné, le quartier a été marqué par cette occupation.

L'Observatoire y a donc consacré une revue de presse spéciale, publiée en septembre.

- Lettre de l'Espace Documentaire : suite et fin

La Lettre de l'Espace Documentaire, lancée en mars 1995, avait été conçue pour faire connaître à tous les partenaires l'existence et les activités du centre documentaire.

La publication de cette lettre s'est poursuivie à un rythme mensuel jusqu'au mois de juin. Peu à peu, la nécessité d'ouvrir un espace de communication à toutes les activités de la Salle Saint-Bruno s'est imposée. Tout naturellement, après 13 numéros, La Lettre de l'Espace Documentaire a laissé la place à "Salle Saint-Bruno infos" en septembre (voir plus loin à ce sujet).

La poursuite des journées d'accueil-présentation du quartier

Les journées d'accueil-présentation du quartier ont été conçues pour permettre aux nouveaux professionnels arrivant dans le quartier de découvrir leur environnement, d'en avoir une vision globale, de connaître les dispositifs et structures existants.

Il s'agit donc de proposer à tous les nouveaux arrivants - mais aussi aux autres - une journée de présentation du quartier sous tous ses aspects : historique, socio-démographique, rénovation, DSU, etc. Cette journée permet également aux différents partenaires de se rencontrer, de se découvrir les uns les autres. Elle comprend un exposé de présentation et une "visite guidée" du quartier. Un document de synthèse d'une trentaine de pages reprenant les principaux éléments de l'intervention, nourris de cartes, de chiffres et de contacts, est distribué à tous les participants.

La participation à ces journées est gratuite.

Une seule session a été organisée en 1996. Elle a réuni une vingtaine de personnes appartenant à 5 associations de quartier, une crèche, le Service Social Polyvalent de la DASES, deux écoles et la paroisse Saint-Bernard.

Par ailleurs, l'Observatoire a reçu à plusieurs reprises de nouveaux arrivants (associatifs et services publics), leur a fait une rapide présentation du quartier et donné le document conçu pour la journée d'accueil collectif.

Enfin, comme les années précédentes, plusieurs groupes d'élèves ou étudiants ont été reçus en 1996. Un partenariat s'est notamment noué avec l'association Parcours, qui accueille dans le cadre d'une plate-forme de mobilisation, un public déscolarisé et en difficulté. La formation proposée s'intitule "acteur dans la ville" et propose une sensibilisation à l'environnement citadin et à ses enjeux. L'Observatoire accueille à ce titre un groupe pour une demi-journée de discussion et de visite.

L'étude d'impact du local d'échange de seringues d'EGO

L'Observatoire et l'association EGO ont entamé en 1995 une collaboration devant aboutir à la réalisation d'une étude d'impact périodique du local d'échange de seringues STEP, ouvert en novembre 1995 bd de la Chapelle. Il s'agissait d'une évaluation

des effets de son ouverture, à la fois sur la réalité de la situation, mais aussi sur le sentiment des différents habitants résidant à proximité du Local.

Cette collaboration a donné lieu à la publication en juin 1996 d'un premier document, intégré dans le rapport d'évaluation de STEP. Cette étude comprenait deux parties :

- un rapide état des lieux de la vente et de la consommation de drogue à la Goutte d'Or. Cet état des lieux est nécessaire pour mieux comprendre les variations de la fréquentation du local et l'évolution des modes de consommation. Il est le résultat d'une vingtaine d'entretiens avec différents observateurs : services de police, pharmaciens, associations de quartier, groupe "première ligne" d'EGO...

Ce travail a permis de prendre conscience de la nécessité pour les différents acteurs locaux de centraliser et d'échanger des informations sur les questions de drogue. Cet échange présente trois intérêts :

- affiner la connaissance des différents acteurs, des nouveaux modes de consommation
- mieux anticiper les conséquences des déplacements d'usagers
- offrir des explications à ces mouvements et donc permettre une meilleure intégration des structures d'accueil dans leur environnement.

Une réflexion pourrait être engagée pour systématiser une telle démarche.

- une étude plus approfondie sur l'environnement immédiat du local, réalisée à partir d'entretiens avec des correspondants de proximité (concierges de l'OPAC, équipe du parking SNCF voisin...)

les passerelles avec les autres secteurs de la Salle Saint-Bruno

Par ses missions de collecte et de redistribution d'informations auprès des partenaires locaux et des habitants, l'Observatoire rejoint à l'évidence les deux autres secteurs de la Salle Saint-Bruno : l'Interservices naturellement puisqu'il s'agit là encore de "mettre du lien" entre les partenaires et de faire circuler de l'information, mais aussi le secteur Locaux-Accueil-Médiation en cela que sa mission d'accueil comprend une vocation d'orientation, et donc d'information.

Les collaborations amorcées en 1995 se sont poursuivies en 1996.

- le Guide des Services Publics intervenant à la Goutte d'Or
(voir le bilan d'activités de l'Interservices de Quartier)
L'Observatoire de la Vie Sociale a participé à son actualisation fin 1996.

- Les fiches thématiques d'accueil et d'orientation
(voir le bilan d'activités du secteur Locaux-Accueil-Médiation)
L'Observatoire a, en collaboration avec le S.L.A.M., actualisé les 12 fiches disponibles à l'accueil dès la rentrée de septembre 1996.

Interservices de Quartier

Coordination : Moncef Labidi

ISQ : un outil partenarial au cœur de la politique de la ville

La vocation de répondre aux besoins exprimés et la capacité à mobiliser un large partenariat font de l'Interservices un support commun aux acteurs de terrain, pour engager des actions concrètes destinées à améliorer la vie des habitants dans le quartier.

L'accompagnement des habitants et leur promotion à travers l'accès au logement, aux soins, à l'éducation, à la formation, à l'emploi sont en cohérence avec les axes prioritaires définis par le contrat de la politique de la ville.

L'année 96 se caractérise par la mise en œuvre d'actions dans le cadre des 7 pôles-projets coordonnés par l'Interservices de Quartier (Médiation étant le nouveau pôle mis en place en milieu d'année).

Pôles-projets : état des réalisations

Communication interpartenaires (réfèrent Salle Saint-Bruno)

- Réalisation d'un guide des services publics à la Goutte d'Or

En décembre 96, une seconde édition a été tirée à environ 350 exemplaires qui ont été distribués aux acteurs sociaux -institutionnels et associatifs- répertoriés sur le quartier.

"Le Guide des services publics intervenant à la Goutte d'Or", réalisé en étroite collaboration avec l'Observatoire de la Vie Sociale, est devenu un outil indispensable pour la communication entre les partenaires. La dernière édition s'enrichit avec un nouveau venu (DDTEFP) et l'insertion de fiches repères particulièrement utiles pour les partenaires qui œuvrent dans le périmètre de la politique de la ville (les associations du quartier, les élus du 18ème, les adjoints au maire de Paris, les principaux périmètres à la Goutte d'Or, la politique de la ville et une présentation de la Salle Saint-Bruno)

- Organisation de rencontres thématiques

Les "Rencontres de la Salle Saint-Bruno" font l'objet d'une programmation "souple" :

. présentation de "Passeport d'attaches", permanence administrative et juridique mise en place par la Protection Judiciaire de la Jeunesse, le FAS et l'Association pour la Promotion des Travailleurs Migrants, pour régulariser la situation de séjour des mineurs étrangers

. présentation du dispositif d'accès aux soins des plus démunis (DASES, CPAM, Hôpital Lariboisière et la structure Arc-en-Ciel) aux médecins généralistes, spécialistes, dentistes, kinés, infirmières du quartier.

. la législation française en matière d'entrée et de séjour des étrangers.

. "RMI mode d'emploi : présentation du dispositif global et des différents circuits allant de l'instruction au suivi social (DASS de Paris, CAS, DASES, Commission Locale d'Insertion, Cellule Centrale de Coordination...)

En fonction des thèmes proposés, le nombre des participants varie entre vingt et quarante personnes (acteurs de terrain, essentiellement)

- Formation sur les pratiques interculturelles

Pour la troisième année consécutive, l'ISQ a proposé un nouveau programme de formation :

- approche interculturelle des communautés africaines issues de l'immigration
- petite enfance
- statut de l'enfant africain
- adolescence et immigration
- rites d'initiation
- famille et vie de couple
- l'autorité parentale dans les familles immigrées
- argent et migration

Nombre d'inscriptions : 133 (129 en 1995)

Nombre de personnes ayant suivi les formations : 69 (85 en 1995)

Nombre de services publics touchés : 16

Cette année encore, les formations se sont autofinancées.

Une évaluation est réalisée à l'issue de chaque session. Elle fait apparaître des aspects positifs :

- . les thèmes proposés répondent aux souhaits des participants, et "collent" à l'actualité et à la personnalité du quartier ;
- . les animateurs et les intervenants ont accompli un travail très satisfaisant : situations concrètes, documents audio-visuels.
- . la diversité des "stagiaires" (policiers, enseignants, postiers, agents de l'ANPE, assistants sociaux, permanents associatifs...) a enrichi les échanges et contribué à une meilleure connaissance des uns et des autres.

Incontestablement, les formations ISQ puisent leur richesse dans cette faculté d'opérer des rapprochements entre partenaires qui sont appelés à se connaître et se reconnaître davantage pour mieux travailler ensemble.

Elles jouissent d'une bonne réputation (compétence des intervenants, qualité des interventions, de l'organisation...) et attirent des acteurs de terrain venant quelques fois hors de la Goutte d'Or.

Les repas africains proposés aux stagiaires (pour la première fois) ont donné une grande notoriété à ce cycle de formation qui est désormais devenu un rendez-vous annuel des services publics pour se rencontrer et échanger.

À noter que, dans le cadre de ces formations, une session spéciale a été organisée à l'attention d'enseignants de l'élémentaire Cavé, confrontés à des situations difficiles (absence de communication avec certains parents d'enfants africains, climat d'agressivité et de violence à l'école...).

Santé de proximité / précarité (référénts : DASES et CAS de la Ville de Paris)

Partenaires : DASES, CAS, CAF, CPAM, Hôpital Lariboisière, CRAMIF, DASS de Paris, ASSFAM, SSAE, Accueil et Promotion, Accueil Goutte d'Or.

- Commission simplification des procédures administratives

Cette commission a été mise en place pour répondre aux besoins des partenaires d'être régulièrement informés des changements intervenus et des procédures en cours pour le traitement et le suivi des dossiers (allocations, aides, prestations...). Des représentants de la CAF, CPAM, ASSÉDIC, DASES, CAS, ASSFAM, SSAE et la Poste se rencontrent régulièrement pour échanger. Un an après la mise en place de la commission, le stade "groupe de travail" (appelée à cesser) est maintenant franchi puisque, sur proposition des partenaires qui la composent, elle est devenue "commission permanente".

Les administrations concernées ont donné leur accord pour être représentées régulièrement dans le cadre de la commission. Comme il est également question de lutter contre toutes les formes de précarité, l'Hôpital Lariboisière a fini par se joindre aux membres de la commission

Les réunions de travail ont lieu une fois par trimestre. Des résultats sensibles sont obtenus : délais de traitement et d'instruction raccourcis, fonctionnement en réseaux, partenaires mieux informés...

- Bilans gratuits de la CPAM

L'opération bilans gratuits de la Sécurité sociale a été renouvelée. Elle n'a cependant pas rencontré le même succès que l'année dernière. En effet, peu de personnes se sont proposées pour des bilans. Il est probable que cette action (jugée non-rentable) ne soit pas reconduite l'année prochaine.

- Partenariat avec le Pôle Santé Cavé

Une coordinatrice du Pôle Santé Cavé est nommée par la DASES. Dès son arrivée, elle a été introduite dans les réseaux des partenaires, et une contribution a été apportée notamment pour l'élaboration d'un questionnaire en direction des médecins généralistes et des spécialistes exerçant en libéral. Cette enquête vise à identifier les thèmes qui pourraient faire l'objet d'actions de prévention.

L'ISQ est sollicité pour faire partie du comité de pilotage du Pôle Santé.

Le programme d'action spécifique à ce pôle tient évidemment compte du futur Pôle Santé Cavé : un certain nombre

d'actions pourront naturellement "glisser" vers celui-ci dès qu'il sera devenu opérationnel (la santé scolaire, la prévention, l'information sur l'accès aux soins...).

Cependant, le pôle a permis aux différents partenaires concernés par la santé de proximité de pouvoir se rencontrer, de réfléchir et d'échanger sur des thèmes sensibles comme la contraception, la planification familiale, afin de définir un référentiel commun.

Coordination des actions femmes (référénts : Droits des femmes, Fonds d'Action Sociale)

Partenaires : Droits de femmes, FAS, CAF, DASES, Accueil et Promotion, Accueil Goutte d'Or, IRTS, Médiation, GRETA, ASSFAM

- Coordination des actions alpha

Pour la seconde année consécutive, un catalogue recensant les formations disponibles en alpha et accessibles aux habitants de la Goutte d'Or est édité. Tiré à environ 100 exemplaires, ce catalogue a été diffusé gratuitement aux services locaux accueillant les habitants du quartier (ANPE, ASSEDIC, DASES, CAS, CAF, établissements scolaires, etc.).

La coordination a réalisé le "livret de la stagiaire", outil pédagogique destiné à des femmes ayant intégré le parcours d'alphabétisation et de formation. Le livret, conçu comme un document d'accompagnement, permet de repérer les trajectoires et les progressions de la stagiaire et assure un meilleur suivi par les formateurs.

La coordination alpha assure :

- . la mise en cohérence entre les différents paliers et niveaux alpha proposés par les organismes de formation ;
- . la conformité des actions à des objectifs d'insertion sociale et professionnelle ;
- . la construction de supports pédagogiques innovants ;
- . la définition de critères de recrutement et d'évaluation communs.

- Évaluation du nombre d'enfants non-gardés

Ce pôle procède régulièrement à une évaluation précise d'enfants qui ne bénéficient pas d'un mode de garde et dont les mères suivent ou souhaitent suivre une formation.

Action Sociale Coordonnée Logement (référénts : Paris-Goutte d'Or, CAF)

Partenaires : Paris Goutte d'Or, CAF, DASES, CAS, Accueil Goutte d'Or, Accueil et Promotion, Habiter au Quotidien, Anneau d'Or

L'action sociale coordonnée logement fait l'objet d'une convention signée entre les associations (Paris Goutte d'Or, Accueil Goutte d'Or, Accueil et Promotion, Habiter au Quotidien) et CAF, CAS de la ville de Paris, DASES.

Le pôle constitue un lieu d'échange et de coordination.

Des rencontres régulières permettent aux différents partenaires de définir des actions en faveur de l'accompagnement des familles relogées par le bailleur social (utilisation des équipements et installations techniques), prévention des impayés (loyers et factures EDF-GDF, France Telecom) et de l'aide à la recherche de solutions pour un certain nombre de difficultés (humidité, dégradations, propreté...).

Lors de ces rencontres, des professionnels ont souvent été invités (Juge chargé des délais d'expulsion, huissier de justice...). Ils ont contribué à informer les travailleurs sociaux sur les différentes procédures administratives.

- Commission "impayés"

la constitution d'une commission "impayés" (dettes locatives et celles relatives à l'énergie) est décidée par les partenaires. L'objectif est double :

- . favoriser un travail en réseau entre l'OPAC (octroi du logement), la CAF (calcul de l'allocation logement) et EDF-GDF Services (énergie électrique) afin d'éviter, dès les premiers mois d'installation, des difficultés financières entraînant souvent un endettement des familles récemment logées ou relogées.
- . dresser un état des lieux des situations d'impayés (loyers, énergie) en vue de les résoudre avec les services concernés.

Éducation socialisation (référénts : ZEP, Salle Saint-Bruno)

Partenaires : représentants de l'Éducation Nationale (écoles primaires, collèges, CIO, ZEP), DASCO, DASES, CAF, Associations : APSGO, EGDO, Accueil Goutte d'Or, ADOS

Ce pôle a nécessité des accords institutionnels pour pouvoir travailler en étroite collaboration avec la Zone d'Éducation Prioritaire.

À l'issue de la réunion plénière du 10 octobre, qui a réuni des représentants de l'Éducation Nationale, du périscolaire, de la DASES, de la DASCO, etc., la constitution de 3 commissions de travail thématiques a été décidée :

- . écoles/parents
- . écoles/périscolaire
- . enfants en situation d'échec, en danger et situations de réussite.

Il a été convenu que l'ISQ apporterait son appui technique et méthodologique aux différentes commissions. Il a été également convenu que la ZEP rendrait compte de l'état d'avancement de ces commissions à la fois au Conseil de Zone de la ZEP 6, au Groupe de Suivi de l'ISQ et à la Commission Locale de Concertation Goutte d'Or.

Les groupes de travail ont été constitués. Un calendrier de rencontres a été arrêté.

Médiation (référént DASS de Paris)

Partenaires : DASES, DASCO, Droits des Femmes, Accueil Goutte d'Or, Zone d'Éducation Prioritaire, Accueil et Promotion, SSAE, ASSFAM

Mis en place avant l'été, ce nouveau pôle-projets se veut une réponse aux acteurs du quartier dans le domaine de médiation.

Dans un premier temps, il a été préconisé de recenser les besoins exprimés par les différents partenaires et de prendre en compte leurs difficultés en matière de communication avec les habitants afin d'y remédier.

- Élaboration d'un questionnaire :

un questionnaire a été adressé à environ 90 structures d'accueil diversifiées (service social de secteur, Centre d'Action Sociale du 18 arrondissement, centres de PMI, bureaux de poste, commissariat, CAF...).

L'objectif est d'identifier les réseaux de personnes-relais capables d'aider dans des situations de communication difficile entre usagers et administrations et de proposer des solutions en matière de médiation socioculturelle.

Emploi-insertion sociale (référénts : ADCLJC Club de prévention/Médiation)

Partenaires : ADCLJC Club de prévention, ANPE, EDF-GDF Services, Protection Judiciaire de la Jeunesse, RATP, DASES, CAF, France Telecom, Médiation, Eurêka Services, OPAC de Paris, Mission Locale Belliard

Une personne en difficulté ne peut être soutenue dans sa démarche d'insertion que si un débouché professionnel lui est proposé. D'où la démarche de créer d'abord des activités économiques pour ensuite créer des emplois au profit de personnes en grande difficulté (non-qualifiés, chômeurs longue durée...).

Cette ambition est partagée par nos nombreux partenaires qui ont validé et soutenu cette démarche dont le plan d'action prévoit la réalisation d'une étude actions et le recrutement d'un développeur de l'emploi.

- une étude-action pour identifier des créneaux d'emplois de services de proximité

L'étude-action s'intéressera à l'ensemble du 18ème arrondissement et plus particulièrement aux quartiers "solvables" (Grandes Carrières et Clignancourt) afin de recenser les besoins non ou insuffisamment couverts auprès des personnes (célibataires, personnes vieillissantes, familles) mais aussi auprès d'entreprises, d'organismes, de services publics, d'associations...

La commande porte également sur l'identification de marchés porteurs (créneaux d'activités) susceptibles de générer des emplois de services de proximités.

Jury de sélection

Une commission ad hoc de sélection est constituée afin d'examiner les dossiers de candidature reçus et choisir le cabinet qui sera chargé, en référence au cahier des charges, de la réalisation de l'étude-action.

Le jury est composé de représentants de la Préfecture de Paris (Bureau de l'Emploi et de la Formation), de la Mairie de Paris (Direction du développement de l'Activité Économique et de l'Emploi), EDF-GDF Services (mission solidarité) et d'un représentant du monde l'entreprise (Chauvin Arnoux, instruments de précision et de mesure).

L'examen attentif des propositions émanant des cabinets conseil a permis de retenir la candidature de Bernard Brunhes Consultants

Financement partenarial

Le coût de réalisation s'élève à 298 000 Francs. Un dossier de financement a été instruit par le Conseil Régional d'Ile de France au titre de l'ARSIE (Aide Régionale aux Structures d'Insertion par l'Économique) ; la subvention allouée se situerait à hauteur de 80 % du coût global.

La Préfecture de Paris et la Ville de Paris (Direction du Développement de l'Activité Économique et de l'Emploi) confirment leur engagement pour apporter le complément.

Comité de pilotage

Pour le suivi régulier de l'étude-action, un comité de pilotage s'est constitué. Il est composé de représentants de : la Direction départementale du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DDTEFP), la Préfecture de Paris (Mission politique de la Ville, Bureau de l'Emploi et de la Formation), la Mairie de Paris (Direction du Développement de l'Activité Économique et de l'Emploi), la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale de Paris, l'Agence Nationale Pour l'Emploi de Paris, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Association intermédiaire Eurêka Services.

Dates de réunion : 23 mai ; 18 juin ; 30 juillet ; 1er octobre ; 25 octobre ; 20 décembre (remise du rapport final)

Réalisation de l'étude-action

elle s'est déroulée sur quatre étapes :

- Première étape :

- . cadrage de la mission,
- . validation de la grille d'entretien,
- . analyse de l'existant.

- Seconde étape :

- . analyse des besoins auprès de "têtes de réseaux",
- . présentation d'une trentaine de fiches-projets synthétiques.

- Troisième étape :

- . sélection de projets prioritaires.

- Quatrième étape :

- . finalisation de 4 ou 5 projets sélectionnés et appui pour leur mise en œuvre,
- . définition des filières de formation et construction des parcours professionnels adaptés.

À noter que le Cabinet de consultant a organisé 2 journées de formation destinées à donner aux porteurs de projets des éléments méthodologiques pour la mise en œuvre d'activités économique (étude de marché, business plan...)

. Projets économiques déclinés :

- préparation et livraison de plats cuisinés
- une salle polyvalente pour rencontres festives
- relais courses dans les gares SNCF
- services aux personnes retournant au domicile après hospitalisation
- multi-créaux services publics (France Telecom, EDF-GDF Services, RATP, la Poste...)

• Développeur de l'Emploi

Le recrutement d'un développeur de l'emploi est une nécessité. Car la mise en œuvre des premières activités économiques ne peut se faire sans l'apport d'un véritable professionnel rompu au montage et à la création d'entreprise, ayant acquis une bonne maîtrise de la conduite de projet (savoir-faire méthodologiques, plan d'action...)

. Annonce de création de poste :

- Insertion dans les Actualités Sociales Hebdomadaires : 116 candidatures reçues
- Circuit ANPE : 26 candidatures reçues

. Constituons d'un jury de sélection :

un jury de sélection a été mis en place, constitué de représentants de la Préfecture de Paris (mission RMI), ANPE Délégation de Paris, Mairie de Paris (DDAEE) et Salle Saint-Bruno.

Le jury de sélection a retenue 5 candidats pour un entretien qui a eu lieu le 30 juillet.

. Financement du poste :

le financement du poste a été obtenu dans le cadre d'une convention Emploi Local d'Insertion. La Délégation Interministérielle au RMI, la Ville de Paris et la Caisse des Dépôts et Consignations ont participé à son financement.

. Arrivée et installation du développeur :

l'arrivée du nouveau développeur, Jean-Charles DUPUIS, nouveau salarié de la Salle Saint-Bruno, s'est faite début septembre, ce qui a correspondu à la troisième étape de l'étude-action, c'est-à-dire la sélection des projets prioritaires.

Son installation s'est faite dans un nouveau local situé rue Laghouat, à proximité immédiate de la future pépinière d'entreprises multi-sites (rue Myrha).

• le groupe développement emploi-insertion

c'est désormais la nouvelle appellation du pôle-projets "insertion sociale-emploi. L'objectif des partenaires qui le composent est d'impulser une dynamique locale en matière de création d'activités économiques et de soutien aux projets.

Élargissement du Groupe de Suivi

Parce que la question de l'emploi est devenue centrale que le Groupe de Suivi s'est élargi aux partenaires institutionnels impliqués dans le développement de l'activité économique. (Caisse des Dépôts et Consignations, DDTEFP...).

Désormais, le Groupe de Suivi est constitué de représentants de : la Préfecture de Paris (Mission ville, Bureau de l'Action Économique, Droits de femmes) la Ville de Paris (DASES, DASCO, CAS Ville de Paris, DDAEE, le Chef de projet territorial) la DDTEFP, l'ANPE délégation de Paris, la Caisse des Dépôts et Consignations, le FAS, la CAF, la DASS de Paris, la ZEP, des associations du quartier (Accueil Goutte d'Or, Accueil et Promotion, ADCLJC club de prévention, Arbre Bleu).

Régulièrement invité : un représentant de l'École Normale Sociale (site DSU Charles Hermite).

Raconter l'expérience de l'ISQ

Rencontres d'autres ISQ en gestation :

en suscitant une certaine dynamique et en créant une synergie d'actions entre les acteurs de terrain, l'ISQ est perçu comme un dispositif innovant dans le Développement social Urbain, en cela qu'il constitue un outil commun pour la conduite de projets. Des échanges avec les nouveaux sites ont pu avoir lieu avec les responsables qui auront la charge de créer un ISQ (Belleville, Fontaine au Roi).

Communication dans le cadre de colloques :

. Suite à l'invitation lancée par l'IERCPC, une intervention a été assurée dans le cadre d'un colloque organisé à l'attention des consultants des services publics sur le thème " Mieux répondre aux citoyens : comment transformer les services publics ?" (Institut d'Études Politiques, 29 mai).

. Animation d'une table ronde sur le thème "la fonction de médiation dans l'exercice des professions" (Collège Coopératif et Université Paris III, la Sorbonne, 15 mai).

La revue Espace Social Européen a consacré un article à l'ISQ.

Liens privilégiés

- L'ISQ entretient des liens privilégiés avec l'IERCPC. Cela rend facile l'accès à un vaste réseau de consultants et d'experts des services publics qui le fait bénéficier du conseil et de l'éclairage d'éminents spécialistes introduits dans les administrations et les services publics..

- ISQ Charles Hermite

Des contacts ont régulièrement lieu avec l'ISQ Charles Hermite situé sur le périmètre DSU voisin (la Porte d'Aubervilliers). Ainsi, l'École Normale Sociale est régulièrement invitée au Groupe de Suivi et associée aux projets, et notamment ceux liés au montage d'activités économiques.

Les publications de la Salle Saint-Bruno

Salle Saint-Bruno infos

Depuis plusieurs années, la Salle Saint-Bruno a ressenti le besoin de se doter d'un outil de communication pour rendre ses actions plus lisibles. La difficulté était de trouver une formule équilibrée, qui permette une bonne information sans être trop lourde à gérer.

En 1993, 1994 et 1995, trois numéros de Salle Saint-Bruno infos sont sortis. Ce rythme de publication était manifestement insuffisant.

A partir de 1995, l'Espace Documentaire s'est doté de sa propre lettre. La sortie fréquente d'une lettre d'information a permis à l'équipe de reprendre la réflexion sur l'opportunité d'une publication régulière sur les activités de la Salle Saint-Bruno. Dès le mois de mars 1996, la quatrième page de La Lettre de l'Espace Documentaire a été occupée par Salle Saint-Bruno infos. Dans le même temps, plusieurs partenaires locaux ont exprimé l'envie que les travaux de l'ISQ fassent l'objet d'articles de fond.

Il a alors semblé utile de tenter l'expérience d'un quatre-pages bimestriel sur l'action de l'association.

Le n° 1 de la nouvelle formule de Salle Saint-Bruno infos est sorti en septembre.

C'est l'Observatoire de la Vie Sociale qui en assure la coordination.

- la formule

- les deux premières pages sont consacrées aux activités de la Salle Saint-Bruno. Plusieurs articles permettent d'aborder les questions de fond, et notamment les problématiques posées dans les pôles-projets de l'ISQ ou les données produites par l'Observatoire.

- la troisième page est une revue de presse des journaux et revues reçus par la Salle Saint-Bruno, reprenant ainsi une des vocations de La lettre de l'Espace Documentaire.

- la quatrième page est une page d'actualité des partenaires. Elle s'inscrit dans le cadre d'une des missions de la Salle Saint-Bruno : la communication entre les structures, la mise en réseau des partenaires. Elle informe notamment sur la vie des structures, les départs et les arrivées.

- la diffusion.

Salle Saint-Bruno infos est tiré à plus de 300 exemplaires et envoyé gratuitement à l'ensemble des partenaires de l'association.

Salle Saint-Bruno infos n°1
 La Lettre de l'Espace Documentaire

Salle Saint-Bruno infos n°3
 La Lettre de la Salle Saint-Bruno et de ses partenaires

Salle Saint-Bruno infos n°2
 La Lettre de la Salle Saint-Bruno

Salle Saint-Bruno infos n°1
 La Lettre de la Salle Saint-Bruno et de ses partenaires • ne peut être vendu • sept. 96

Ce numéro est le dernier de "la lettre de l'Espace Documentaire", du c'est pour mieux renaitre : dès la rentrée, la Salle Saint-Bruno publie un éclairage concret sur ses activités, mais aussi sur celles de ses partenaires. La Goutte d'Or et une sélection plus courte de partenaires. Ce numéro apporte naturellement des informations sur les données dont dispose l'Observatoire de la Goutte d'Or et une sélection plus courte de partenaires. Ce numéro apporte naturellement des informations sur les données dont dispose l'Observatoire de la Goutte d'Or et une sélection plus courte de partenaires.

Les nouveautés de l'Espace Doc

18ème : encore

La Caisse d'Allocations Familiales vient de publier son 18ème recensement de la population active occupée en collaboration avec l'INSEE un document intitulé "L'Espace Social Francilien : Paris". Ce document est disponible à l'Espace Documentaire propose une synthèse des données chiffrées réalisées à partir du recensement de 1990 et des fichiers de la CAF au 31 décembre 1990.

18ème recensement	
indice "cadres-ouvriers" (1)	0,8%
taux de population concernée par la CAF (2)	36,0%
taux d'allocataires parents isolés (3)	13,5%
taux de ménages bénéficiaires d'une aide au logement (4)	17,4%
dont APL (5)	24,9%
dont APL (6)	57,2%
dont APL (7)	17,9%
taux de ménages bénéficiaires du RMI (8)	56,2%
taux de ménages RMI avec enfants (9) ou en couple (9)	21,1%

(1) : Recensement de 90 : (nombre de cadres - no vriers) / population active occupée.
 (2) : Rapport de la population concernée par la CAF sur la population totale de la région.
 (3) : Rapport de la population concernée par la CAF sur la population totale de la région.
 (4) : Rapport de la population concernée par la CAF sur la population totale de la région.
 (5) : Rapport de la population concernée par la CAF sur la population totale de la région.
 (6) : Rapport de la population concernée par la CAF sur la population totale de la région.
 (7) : Rapport de la population concernée par la CAF sur la population totale de la région.
 (8) : Rapport de la population concernée par la CAF sur la population totale de la région.
 (9) : Rapport de la population concernée par la CAF sur la population totale de la région.

février : le long parcours de l'insertion

Le deuxième catalogue des "actions d'alphabétisation et de formation" sur le quartier de la Goutte d'Or vient de sortir. Cette parution est l'occasion de faire le point sur l'un des pôles-projets de l'Interservices de Quartier dont l'action commence à produire des résultats visibles pour tous. Née plusieurs mois avant l'ISO, la coordination des actions femmes s'est mise en place sur un constat : la nécessité d'établir des passerelles entre les différents niveaux de formation et les différentes structures. En effet, les femmes sortant des stages d'alphabétisation n'étaient à l'époque souvent pas au niveau pour entrer dans les formations pré-qualifiantes : il manquait tout simplement un palier intermédiaire. La réunion de tous les partenaires a permis de combler cette lacune, mais surtout de mettre à plat la question de la formation des femmes. Un questionnaire qui a conduit à la construction d'un véritable parcours cohérent de formation, dont le catalogue est la matérialisation. Prochaine étape, la sortie d'un guide

(1) groupe composé de la Délégation départementale aux Droits des Femmes, Médiation, FIRTS, la CAF, le FAS, la DASES et les associations faisant des stages d'alphabétisation

Portrait : Jean-Charles Dupuis, nouveau développeur de l'emploi

Embauché début septembre pour animer le projet emploi de l'ISO, le petit nouveau de la Salle Saint-Bruno n'a pas un parcours linéaire. A 47 ans, Jean-Charles Dupuis n'est pas un vieux routard du social. En 25 ans de carrière, il a goûté à des univers professionnels radicalement différents. Tour à tour technicien dans l'automobile et l'informatique, commercial dans des sociétés de service et enseignant dans l'Education Nationale, il prend en 1992 la responsabilité d'une structure associative d'aide à l'emploi et à la formation à Etampes. Une conversion tardive - mais passionnée - au développement économique local. Ce parcours sinueux ne doit pourtant rien au hasard : derrière ces reconversions successives, il y a toujours une même volonté et un même goût, celui de "l'échange, de la rencontre et du transfert de compétence". Une sensibilité qu'il entend bien mettre au service de ce quartier "trépidant" à tous points de vue. Pour l'heure, Jean-Charles Dupuis atterrit, apprend à se repérer dans la jungle des partenaires. "Je n'ai jamais vu autant de gens autour d'une table essayant de se mettre d'accord", confie-t-il encore étonné. Et ce n'est qu'un début...

Salle Saint-Bruno Infos est éditée par l'association Salle Saint-Bruno • Bernard Yacheron, Directeur de Publication • association subventionnée par la Ville de Paris, la Préfecture de Paris et le Fonds d'Action Sociale

Éditorial - sommaire

- l'alpha en question p1
- un développeur pour l'emploi à la Salle Saint-Bruno p1
- l'emploi dans le 18ème p2
- les nouveautés de l'Espace Documentaire p2
- les lectures de la SSB p3
- la page des partenaires p4

Les infos des secteurs

■ **Travaux**
 Deux tranches de travaux sont prévues cet automne à la Salle Saint-Bruno : la première début octobre permettra de créer une nouvelle petite salle au rez-de-chaussée en coupant l'Espace Documentaire en deux. La deuxième début novembre consistera à poser des vitres isolantes sur les vitraux afin de limiter les nuisances sonores à l'extérieur les jours de fête.

■ **Salle Saint-Laghouat**
 La SSB se décentralise. Dès la fin du mois, le développeur de l'emploi (voir ci-contre) s'installe dans ses nouveaux locaux au 15, rue Laghouat, (Tél. et Fax : 01 42 59 04 87) à côté de l'association intermédiaire Euréka-Services. Attention : dans un premier temps, il n'a pas vocation à accueillir des particuliers porteurs de projet, ni à être un guichet d'information.

Sommaire

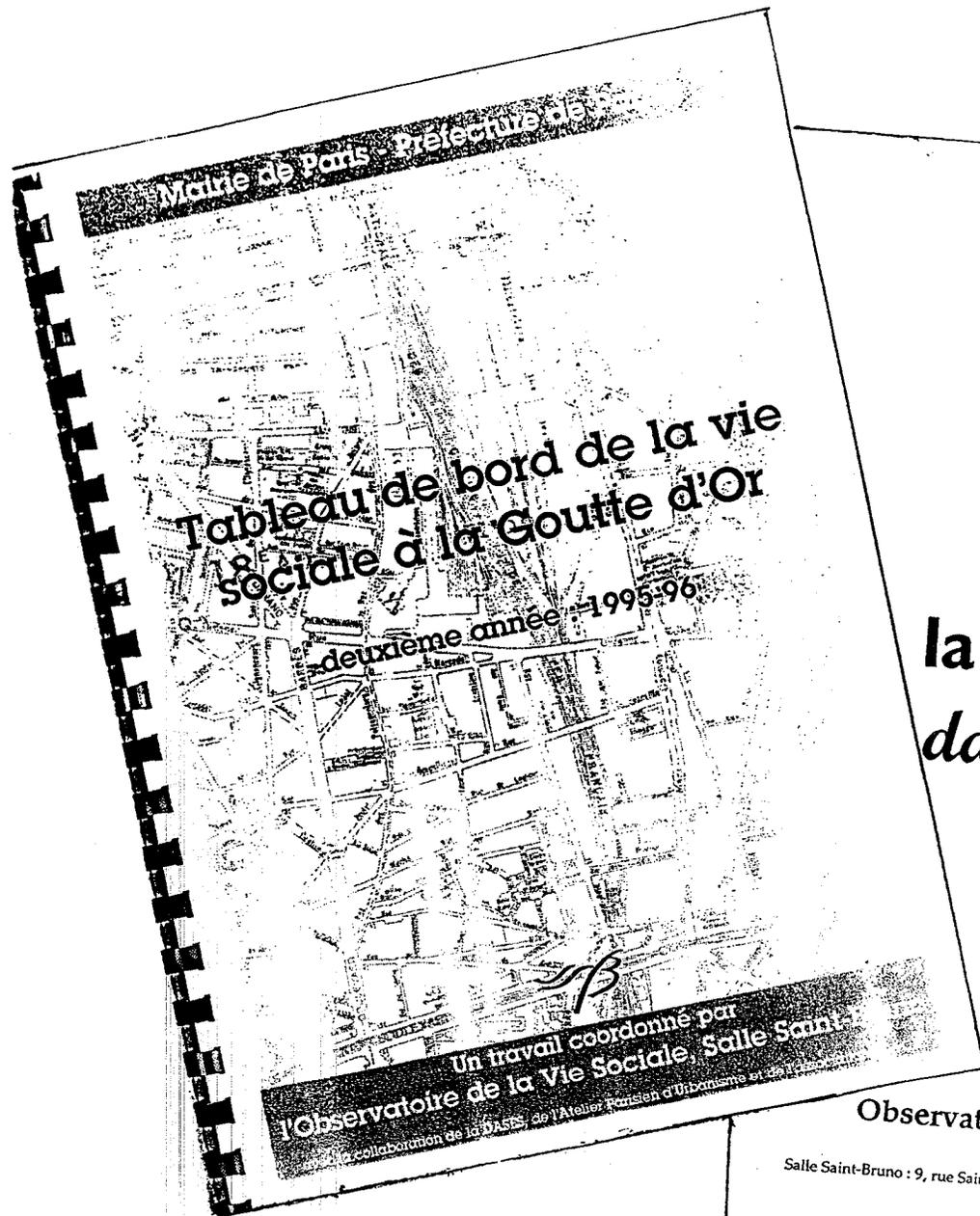
- médiation à la Goutte d'Or p1
- l'emploi : le cabinet de conseil de l'Espace Documentaire p2
- les nouveautés de l'Espace Documentaire p2
- les lectures de la SSB p3
- la page des partenaires p4

la Salle

- que dit l'Enquêteur de la Goutte d'Or p1
- la SSB et l'ISO, à la recherche de l'emploi p2
- le projet de la Salle Saint-Bruno p3
- la page des partenaires p4

Salle

- l'alpha en question p1
- un développeur pour l'emploi à la Salle Saint-Bruno p1
- l'emploi dans le 18ème p2
- les nouveautés de l'Espace Documentaire p2
- les lectures de la SSB p3
- la page des partenaires p4



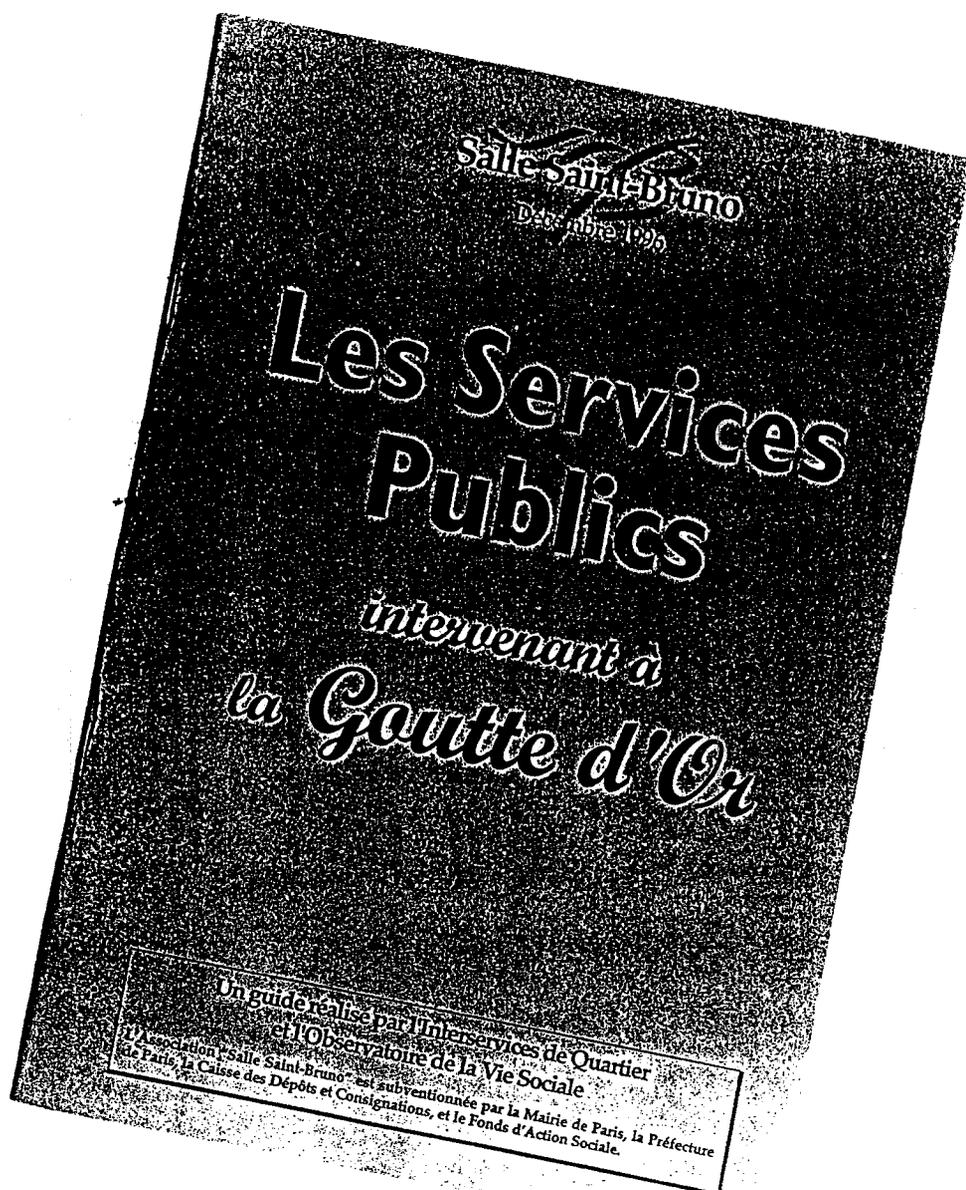
Salle Saint-Bruno



1996 :
la Goutte d'Or
dans la presse

Observatoire de la Vie Sociale - 1997

Salle Saint-Bruno : 9, rue Saint-Bruno - 75018 Paris - Tél. : 01 42 62 11 13 - Fax : 01 42 52 22 01



La Salle Saint-Bruno dans la presse

• Actualités Sociales Hebdomadaires n°1969 (5 avril 1996)

• Migrants Nouvelles n°218 (mai 1996)

Travail social

---> La Goutte d'Or :

radiographie d'un quartier DSU

Quartier populaire et d'immigration comptant depuis 1985 parmi les sites DSU, et aujourd'hui en pleine restructuration, la Goutte d'Or vient de faire l'objet d'une véritable radiographie sociale, réalisée à la demande de la mairie et de la préfecture de Paris par l'Observatoire de la vie sociale-Salle-Saint-Bruno (une structure associative implantée en plein cœur du quartier). Ce dernier publie en effet le premier tableau de bord de la vie sociale à la Goutte d'Or, couvrant l'année 1994-1995 (1). Objectifs : évaluer la politique DSU du quartier, donner aux acteurs de terrain une vision d'ensemble de la situation et leur offrir un « outil de prévention et d'alerte ». « L'idée d'un tableau de bord n'est évidemment pas nouvelle mais l'originalité de cette démarche est d'avoir associé un grand nombre de partenaires publics et privés, en particulier les associations de quartier », explique Pierre-Marie Lasbleis, coordinateur de l'observatoire.

Résultat : un document destiné à être réactualisé chaque année qui brosse un panorama très complet de la situation dans la Goutte d'Or. Principaux thèmes abordés : la structure de la population, le logement, l'emploi, les

ressources et la précarité, la santé, l'enfance et le climat social. Avec, à chaque fois, une fiche explicative remplaçant les chiffres dans le contexte local.

Au final se dessine ainsi l'image d'un quartier aux composantes diverses, « suscitant plus de questions nouvelles que d'affirmations définitives ». La Goutte d'Or est ainsi loin de présenter un visage homogène. Par exemple, parmi les personnes actives du secteur, un tiers appartiennent à la catégorie socio-professionnelle des ouvriers et 13 % sont cadres ou membres des « professions intellectuelles supérieures ». De même, les ménages de cinq personnes et plus sont nettement plus représentés que dans les autres arrondissements. Quant au nombre d'étrangers, il est de 38,4 % sur le quartier, contre 15,9 % pour tout Paris. En ce qui concerne le logement, à côté d'immeubles neufs ou entièrement rénovés, persiste un habitat insalubre et dégradé. Avec de fortes différences de loyers entre les domaines privé et public. Néanmoins une constante : l'attachement des habitants à leur quartier. Sur un échantillon de 370 personnes, 76 % déclarent aimer beaucoup ou assez leur quartier, même s'ils se plaignent de problèmes liés au bruit, à la sécurité et à la propreté. De leur côté, les « acteurs sociaux » (travailleurs sociaux, enseignants, animateurs, personnels des crèches, médecins, pharmaciens...) restent majoritairement optimistes et reconnaissent que des efforts importants ont été entrepris. Pourtant, nombre d'entre eux estiment que la situation du quartier s'est dégradée.

(1) Destiné aux professionnels concernés par la politique de la ville, ce document est disponible à l'Observatoire de la vie sociale-Salle Saint-Bruno : 9, rue Saint-Bruno - 75018 Paris - Tél. (1) 42.62.11.13 - 50 F (+ 16 F de port).

◆ Tableau de bord de la vie sociale à la Goutte d'Or : première année, 1994-95
Paris : La Salle Saint-Bruno, 1996. - 46 p. - 50 F + frais de port.

En 1994, l'Association de Gestion de la Salle Saint-Bruno, association gérée paritairement par des élus du 18^e arrondissement et des associations du quartier de la Goutte d'Or, se voyait confier par la Préfecture de Paris et la Mairie de Paris, la mission de développer une série d'indicateurs sur la situation sociale du quartier. Dix-huit mois de travail et de réflexion ont été nécessaires pour concevoir et publier ce premier "Tableau de bord de la vie sociale à la Goutte d'Or". Le résultat de ce travail constitue aujourd'hui un véritable outil de prévention et d'évaluation ; il procède de la volonté de voir naître un langage commun aux acteurs sociaux qui interviennent sur le quartier de la Goutte d'Or, et s'intègre à ce titre aux dispositifs mis en œuvre dans le cadre du Développement Social Urbain.

Ce tableau de bord s'articule autour de huit grands thèmes :

- population
- logement
- emploi
- ressources, précarité
- santé
- petite enfance
- enfance : scolarité, loisirs
- climat social.

Une enquête d'opinion, sur les habitants et leur quartier, complète cette étude.

Association de gestion de la Salle Saint-Bruno - Observatoire de la vie sociale - 9, rue Saint-Bruno - 75018 Paris - Tél. 42 62 11 13 - Télécopie 42 52 22 01



Plate-forme de services publics

Un quartier parisien montre l'exemple

Dans l'ancienne chapelle Saint-Bruno de la Goutte d'Or, deux policiers, pistolets à la taille et képis sur la table, assistent à une formation sur les pratiques culturelles des communautés issues de l'immigration. Assis à leur côté, des assistantes sociales, médecins scolaires, postiers et autres professionnels travaillant dans "le réservoir de l'immigration" que représente ce quartier du XVIII^e arrondissement. Cette séance de formation n'est qu'une goutte d'eau comparée à la vague d'actions concrètes proposées par l'Interservices de quartier (ISQ) dans le but d'améliorer l'accès des services publics à la population défavorisée. En substance, l'ISQ essaie de se positionner là où des besoins (communication, formation, santé...) ont été détectés auprès des habitants et du personnel des services de l'État, de la ville, des organismes sociaux et des associations. L'ISQ fonctionne en fait sur le principe même d'une plate-forme de services publics (voir encadré).

Ce ne sont pourtant pas les réalisations de l'interservices, coordonnées par Moncef Labidi, qui ont valu récemment à l'Association de gestion de la Salle St-Bruno (AGSB), le titre de plate-forme de services publics. Du moins, pas



L'équipe parisienne veut constituer un réseau entre la population et les personnels des 25 services publics du quartier

uniquement. « Trois piliers soutiennent cette plate-forme, explique Bernard Vacheron, le directeur de l'AGSB : l'observatoire de la vie sociale (un centre de documentation et d'étude sur la Goutte d'Or) ; le service d'accueil et de médiation animé par Mohamed Djalo, le "sage" du quartier maîtrisant 7 dialectes africains ; et enfin l'ISQ. »

De nouveaux partenaires

Trois piliers, mais aussi une philosophie, le partenariat. et un principe : ne jamais être porteur d'un projet. L'équipe de la Salle St-Bruno veut se "contenter" de

constituer de « véritables réseaux et synergies » entre la population desservie et le personnel des 25 services publics du quartier et des 6 points accueils et d'information du quartier (services de la ville, Direction de l'action sociale de l'enfance et de la santé, Caf, centres sociaux, associations...).

C'est au moment où ce long travail de fond, commencé en 1993, arrive à maturité, qu'il est doublement récompensé par le gouvernement. Outre la nomination au titre de plate-forme, l'AGSB devrait prochainement signer une convention globale avec l'État. Sans supprimer la multiplication des financeurs publics, cette reconnaissance supplémentaire devrait permettre une meilleure cohérence entre les différentes institutions partenaires, selon Bernard Vacheron. Au demeurant, elles sont nombreuses puisque le budget annuel de l'AGSB, (1,9 millions de francs pour 1997) provient du département, de la ville de Paris, de l'État, du Fonds d'action sociale, de la Caisse de dépôt et consignation et de ressources propres.

Marie-Noëlle Bouillet

Le prix d'une plate-forme

Maison des services publics, réseau de partenaires, point multi-services... sont autant de formules répondant à l'objectif d'une plate-forme de services publics qui est de renforcer et d'améliorer les services publics dans les quartiers en difficulté. Cinquante-deux projets de plates-formes de services publics, dont celui de la Salle St-Bruno, ont été sélectionnés au terme de l'appel à projets lancé, le 28 mars 1996, par le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville. Ils bénéficieront d'un appui financier de 9 millions de francs en 1996, 300 000F maximum par projet sélectionné.

Vie d'équipe

Pour la quatrième année consécutive, la Salle Saint-Bruno a accueilli un appelé du Service National Ville, Vincent MERMET. Ce dernier a fait partie de l'équipe depuis son arrivée, début janvier, jusqu'à son départ, fin octobre. Sa collaboration fut précieuse et ses interventions ont concerné plusieurs activités au rang desquelles la préparation de la fête de la Goutte d'Or, la revue de presse de l'Observatoire, les pôles-projets de l'ISQ, notamment l'emploi et l'insertion sociale, l'analyse de gestion pour la Salle Saint-Bruno.

Romain VALLOS, nouvel appelé du Service National Ville, est arrivé fin octobre et terminera son service fin juillet 97.

Bruno MIQUEL, étudiant en 3ème année à l'École Normale Sociale et futur assistant socio-éducatif a été accueilli de septembre 96 à février 97 pour une période de stage pratique qu'il effectue au sein d'autres associations du quartier.

Goutte d'Or en fête

C'est désormais la coutume depuis 1995, la Salle Saint-Bruno s'implique fortement dans la préparation et la participation à la Goutte d'Or en Fête. C'est notamment Pierre-Marie LASBLEIS, aidé par l'appelé Service National Ville, Vincent MERMET, qui a représenté la Salle Saint-Bruno au sein de la coordination de la fête

MISAAL : Mbalax de Dakar

Ce groupe de jeunes musiciens sénégalais vient du quartier de la Piste d'Or à Dakar où vivent harmonieusement Wolofs, Diolas, Toucouleurs, Peuls et Sérères. Ils ont été consacrés par le Printemps de Bourges 1995. Leur style ? Ils le définissent comme "AFRO", avec des influences "FUNK" et "JAZZ", bref du MBALAX à leur façon. Neuf musiciens (dont 2 chanteurs) et une danseuse à découvrir rapidement !

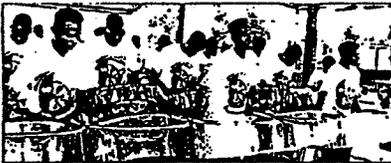


SOUL TIME Rythm'n blues

Venez swinguer, danser and "dig your hands" avec SOUL TIME. Ils vous feront revivre les hits Rythm'n Blues qui ont marqué de leur empreinte rythmique le top 50 des années 60, des Blues Brothers à Ray Charles, en passant par Joe Cocker et Tina Turner...



RENEGADES STEELBAND ORCHESTRA DE TRINIDAD



Originaires de l'île antillaise de Trinidad, ils remportent depuis plusieurs années le championnat national des Steel Bands. Les Renegades interprètent, dans une symphonique de bidons, une série de calypsos dévastateurs et un répertoire allant de Tchikovski à Bob Marley.

Paris Quartier d'Est programmera du 15 au 20 juillet les RENEGADES dans les jardins du Luxembourg, des Tulleries, de Belleville et du Parc de Choisy (Tél. 44 83 64 40). De même, Paris Quartier d'Est présentera en juillet à 19 h au Square Léon : Hobson Sax (le 14), TC Sundrumorphy & Party (le 21) et Groumoun Léle (le 28).

Sup. ou n° 37 de PGO - Juin 1996 - ISSN 0763-0467 - Com. Paris : 66 173 - Dr. Pub. M. Heyraud

Du 29 Juin au 7 Juillet



RENEGADES STEELBAND ORCHESTRA et... HOURIA AÏCHI • LA MISA CRIOLLA L'ORCHESTRE NATIONAL DE BARBÈS • MISAAL SOUL TIME • SLÉO • FABE • BOPROFET MISTA CHICK CLAN • DÉCLIC • BARBÈS FAMILY SCARCASE • SENSITIVE • FORCE NÈGRE

Spectacles gratuits

Festival organisé par les Associations de la Goutte d'Or. Renseignements : 42 23 50 50 - Salle St Bruno (9 rue St Bruno)

L'ORCHESTRE NATIONAL DE BARBÈS Chants et Musiques du Maghreb

L'Orchestre National de Barbès est né du croisement de toutes les musiques du Maghreb, traditionnelles ou modernes, profanes ou sacrées que Youcef Boukella a le génie de faire danser ensemble : le gumbi (basse traditionnelle des gnomes et des Aïssaouas) s'y entremêle d'une palette d'attouges funky... Le roi oronais retrouve sa position d'empereur, le chabbi garde sa réserve. Bref, c'est à un voyage dans toutes les musiques du Maghreb que nous invite l'Orchestre National de Barbès (O.N.B.).



Et aussi :

• Repas de quartier et bal (29 juin) • 3ème Dînée de la Goutte d'Or (29 et 30 juin) • Spectacles et animations petite enfance (1er et 3 juillet) • Scène ouverte et chorégraphies (3 juillet) • Tournoi de foot, de basket, de tennis, de volley, de ping-pong... • Chasse au trésor pour les enfants (1er juillet) • Expo marionnettes (29 et 30 juin de 14 h à 19 h).

Le programme complet est disponible Salle St Bruno

Lundi 1er Juillet - 20 h 30 - Procréant (35 rue Léon)

Spectacle de marionnettes (tous publics) : ALUMINURES par le Théâtre Barbare

Le Théâtre Barbare est issu de l'École Nationale de la Marionnette de Charleville-Mézières... Théâtre à rêver pour petits et grands...

Mardi 2 Juillet - 20 h 30 - Eglise St Bernard

"MISA CRIOLLA" et chants d'Amérique latine

La femme "misa criolla" d'Ariel Ramirez, et des chants latino-américains interprétés par le "Coro Canito Latino-America" (30 choristes et instrumentistes).

HOURIA AÏCHI : Chants et musique des Aurès



Après le Théâtre de la Ville, New-York, Montréal, Bruxelles, c'est à la Goutte d'Or que l'on pourra entendre cette voix étonnante et puissante au service de la chanson traditionnelle des Aurès (Algérie).

Festival organisé par les Associations de la Goutte d'Or : Accueil et Promotion - Rasail Goutte d'Or - A.D. C.L.I.C. - A.D.U.S. - A.D.U.A. - Amouss d'Or - A.P.S.O. - Akbra Bilu - A.S.T. - A.T.A.L.E. Centre Doc - BABE - E.O. - Filants de la Goutte d'Or - E.O.L.E. - Goutte d'Or - Habitat au Quai - E.R.O. - Paris Goutte d'Or - Salle Saint-Bruno - St Bernard de la Goutte d'Or - U.R.A.C.A. - UTOPIA 2000 met les concours de :



Mercredi 3 Juillet - 21 h - Square Léon



SPECTACLES DE MAGIE avec Jean MERLIN et Bertran LOTTH

Comme l'on passe avec l'École Nationale du Cirque, une dizaine d'enfants du quartier auront été initiés à la magie et présenteront un numéro avant que n'interviennent ces deux grands magiciens professionnels que sont Jean Merlin et Bertran Loth.

Judi 4 Juillet - 20 h - Procréant (35 rue Léon)

Courts métrages sur l'Afrique

Des films africains, des films sur l'Afrique avec les concours de la Cinémathèque du Ministère de la Coopération



Mardi aussi à la Municipalité de 18ème, à la Piscine St Bernard, à la D.A.S.C.O. à la Direction de l'École Nationale de la Goutte d'Or, à la Coop. Régio à Procréant, aux stagiaires (action commerciale) de l'École Nationale de Commerce, et à tous ceux qui nous ont aidés !

Vendredi 5 Juillet - 18 h 30 - Square Léon

CONCERT - PATEAU RAP avec :



Ces quatre groupes, issus du 18ème, ont conquis leur place sur la scène riche du rap français. Ils seront précédés de cinq autres groupes qui "montent" formés par des jeunes de la Goutte d'Or :

DÉCLIC • BARBÈS FAMILY • SENSITIVE SCARCASE • FORCE NÈGRE

Du 29 juin au 6 juillet : EXPO PHOTOS - 10 ANS D'IMAGES à la Goutte d'Or à Procréant - 35 rue Léon - ouvert de 16h à 20h (samedi de 14h à 20h)

Conclusion

C'est par l'élaboration d'un projet de convention entre la Salle Saint-Bruno, la Ville de Paris et la Préfecture de Paris, que s'est achevée l'année 1996.

Ainsi, le voeu exprimé par la dernière A.G. de la Salle Saint-Bruno est-il en passe d'être exaucé si toutefois, bien entendu, les instances décisionnelles de nos différentes tutelles valident officiellement ce projet. Les actions et le financement de la Salle Saint-Bruno seraient donc assurés jusque fin 1998.

Cette reconnaissance institutionnelle ainsi que les éléments constitutifs de ce projet de convention répondent en grande partie aux attentes de la Salle Saint-Bruno que traduisaient déjà parfaitement certains extraits du précédent rapport d'activité : ... "La mise en place de conventions précises, tripartites... pourrait être une des solutions pour clarifier cette situation et permettre ainsi aux administrateurs de mieux gérer le devenir de la Salle Saint-Bruno dans toute sa diversité".

De quelle situation s'agissait-il ? Tout simplement de la place tenue et du rôle joué par la Salle Saint-Bruno au sein du DSU Goutte d'Or, du type d'emprise de nos différentes tutelles institutionnelles sur la marche de la Salle Saint-Bruno et de l'insuffisance de définition des rapports que la Salle Saint-Bruno entretenait avec elles entraînant souvent des situations ambiguës.

A travers ce projet de convention, la Salle Saint-Bruno est définitivement consacrée comme "outil" au service de tous les acteurs locaux et l'essentiel de son contenu reprend les activités déjà menées par nos 3 secteurs.

Cette convention marque dans une large mesure une étape importante après plus de 4 années de fonctionnement.

La genèse de nos activités est partie d'une idée simple : répondre au mieux aux besoins exprimés par nos partenaires.

Les résultats obtenus par la Salle Saint-Bruno, base de cette convention, peuvent se décliner aujourd'hui brièvement au travers de quelques lignes extraites de précédents rapports d'activité : ... " rôle de carrefour dans la dynamique sociale du quartier," ... "bâtie avec et pour tous les acteurs de la politique de la ville", ... "en contact avec tout le monde et connaissant tout le monde", ... "centralisation importante d'information, multiples coordinations", ... "animatrice et garante du partenariat", ... "valeur ajoutée".

Ces éléments se sont structurés avec le constat suivant évoquée lors de la dernière A.G. : ... " la vocation fédératrice qu'opère peu à peu l'ISQ au sein des initiatives inter-partenariales, les commandes institutionnelles faites à l'OVS, les projets que l'Association porte désormais elle-même, ne constituent-ils pas de fait de nouvelles orientations dans le fonctionnement de la Salle Saint-Bruno ?"

Ainsi donc, et répondant à cette logique de développement, une convention régira désormais les activités de la Salle Saint-Bruno :

- pour l'ISQ : coordination de 7 pôles thématiques (communication, logement, insertion des femmes, emploi, jeunesse, santé de proximité-précarité, médiation) et mise en oeuvre d'actions de communication et d'information (formations, rencontres thématiques, guide des services publics, catalogue d'alphabétisation).
- pour l'OVS : réalisation du tableau de bord de la vie sociale, animation d'un espace documentaire, information des acteurs locaux, collecte et diffusion des données, études.
- pour le SLAM : gestion des locaux et permanences d'information et d'orientation des usagers. Médiation et aides aux démarches.

En terme d'évaluation de la mission, la convention propose :

- un groupe de suivi et de pilotage
- des tableaux de bord et rapports d'activité
- les préparations des CLC

Il est bien clair cependant que ce sont les instances décisionnelles (A.G., C.A., Bureau de la Salle Saint-Bruno) qui restent souveraines comme c'est le cas des associations régies par la loi 1901.

De même, si beaucoup d'éléments constitutifs de cette convention rappellent à bien des égards les fonctions d'une "Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale" (MOUS), la Salle Saint-Bruno n'en devient pas pour autant un service public oeuvrant sous l'autorité directe de tutelles.

Il s'agit bien au contraire d'une volonté commune, voulue au départ par des associations et des élus locaux.

En accord, ils ont souhaité que la Salle Saint-Bruno oeuvre au maximum au service de la politique de la ville, en synergie avec les acteurs du terrain et les instances institutionnelles. Il fallait un cadre à cette collaboration, ce qui est quasiment fait aujourd'hui.

Forte de ses 4 années d'expérience, la Salle Saint-Bruno peut certainement développer davantage ses interventions au service de tous ses partenaires. Les potentialités de l'équipe de permanents se sont accrues par un travail de plus en plus collectif. Toute réflexion, action, ambition est d'abord une affaire traitée et suivie par toute l'équipe en totale transversalité.

Les notions strictes de secteurs tendent à s'estomper au profit de compétences, de complémentarités qui se croisent en permanence, en multiples passerelles et collaborations, pour assurer une meilleure efficacité aux différentes actions.

C'est ce que propose de développer dorénavant la Salle Saint-Bruno en se plaçant résolument au plus près soit des besoins individuel soit de problématiques communes ressenties par les différents acteurs.

La Salle Saint-Bruno envisage également dans ce cadre d'être force de suggestion, d'établir des diagnostics, voire de proposer des méthodes de travail ou actions éventuelles pour des questions qu'elle perçoit importantes, si toutefois les différents acteurs et partenaires la légitiment dans ce sens.

Perspectives 1997

Locaux Accueil, Médiation

Comme indiqué en introduction, un local a été loué au 15 rue Laghouat pour installer le développeur de l'emploi. La Salle Saint-Bruno aura à gérer un local à vocation festive appartenant à l'OPAC de Paris et situé à l'intersection de la rue Polonceau et de la rue des Gardes. La date de livraison n'est pas encore fixée. Ce local est doté d'un bureau, initialement prévu pour le gestionnaire de cette salle. L'activité de location étant gérée par Mohamed Djalo dans les locaux de la Salle Saint-Bruno, ce bureau de la rue Polonceau pourrait à terme être dévolu au développeur-emploi. Dans ce cas, il sera nécessaire de trouver un repreneur pour le local de la rue Laghouat.

Ce nouveau local pose cependant de nouveaux problèmes :

- Les sanitaires sont inadaptés aux activités festives.
- Il est nécessaire de faire une campagne de promotion pour ce local
- la taille de la salle (80 m²) et sa disposition ne permettent pas n'importe quelle activité, et Mohamed Djalo devra distribuer distinctement les mises à disposition.
- Mohamed Djalo s'occupait jusqu'à présent des locaux pendant les locations (présentation des portes de secours et des normes de sécurité, rangement, contrôle des entrées), y compris le week-end de façon bénévole. Ce nouveau local pose donc un problème de présence des responsables de la Salle Saint-Bruno (en particulier lorsque les deux salles seront mises à disposition simultanément). L'emploi d'un vacataire a donc été évoqué afin de seconder Mohamed Djalo.

Poursuite des prestations accueil et médiation :

- . actualisation et enrichissement des fiches d'information et d'orientation en lien étroit avec l'Observatoire de la Vie Sociale.
- . développement des activités de médiation en prévision des difficultés grandissantes diagnostiquées sur le quartier.
- . poursuite de la collaboration avec l'ISQ sur les formations aux pratiques interculturelles

Observatoire de la Vie Sociale

En 1997, et par les missions qui lui sont confiées dans la convention, l'Observatoire doit s'affirmer toujours plus comme un outil de travail et d'analyse, au service des différents partenaires de la Politique de la Ville. Pour cela, de nouvelles passerelles doivent être édifiées entre les groupes de travail existant, notamment ceux de l'Interservices, et l'Observatoire. Il doit être considéré comme un instrument qui donne des éléments permettant d'analyser la réalité sociale du quartier, de construire un diagnostic collectif. L'Observatoire doit pouvoir fonctionner avec souplesse, pour pouvoir répondre rapidement à des besoins ponctuels émanant de différentes structures ou cadres de concertation.

Par ailleurs, depuis sa mise en place en 1993, l'Observatoire n'a travaillé que très épisodiquement avec des habitants du quartier. Le stock formidable d'informations sur la Goutte d'Or devrait également pouvoir profiter directement à ses habitants. Ce travail pédagogique, de nature très différente des précédents, pourrait être engagé en 1997.

Plus concrètement, l'action de l'Observatoire en 1997 pourrait s'articuler autour des thèmes suivants :

- Tableau de Bord de la Vie Sociale

L'Observatoire devra une nouvelle fois perfectionner l'outil mis en place, notamment en développant des indicateurs dans des thèmes encore insuffisamment abordés.

Mais l'essentiel de sa mission devrait être de garantir l'appropriation de l'outil par tous les acteurs locaux. Un travail de pédagogie du chiffre, de réflexion et d'analyse pourrait être engagé, afin que les intervenants sociaux du quartier fassent du Tableau de Bord un véritable instrument de travail. Plusieurs pistes pourront être pour cela étudiées.

- Etude économique

Le traitement de l'étude économique réalisée par la Salle Saint-Bruno et l'Atelier d'Urbanisme doit être menée à son terme, en particulier en ce qui concerne les comparaisons entre 1988 et 1994. Un travail de valorisation de cette étude pourrait là encore être engagé.

- la poursuite des actions en cours

Plusieurs aspects du travail mené en 1996 doivent être poursuivis :

- l'Espace Documentaire doit continuer sa croissance. Un fonds consacré aux documents relatifs à la Politique de la Ville devrait être constitué.
- Le travail engagé avec l'association EGO devrait être poursuivi et peut-être approfondi, afin de mieux répondre aux enjeux posés par les questions de toxicomanie sur le quartier.
- Les collaborations avec les autres secteurs de la Salle Saint-Bruno doivent se poursuivre et pourraient s'intensifier.
- Le travail sur la mémoire des habitants du quartier devrait reprendre.

- explorer les nouvelles technologies ?

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pourraient être un moyen de développer l'accès à l'information des habitants du quartier. Alors que plusieurs structures du quartier réfléchissent à la possibilité de constituer un site Internet sur la Goutte d'Or, l'Observatoire pourrait s'associer à ces projets afin de valoriser son fonds documentaire. Plus largement, une telle action de sensibilisation aux N.T.I.C. pourrait intéresser tous les secteurs de la Salle Saint-Bruno dans la mesure où elles peuvent également constituer un débouché professionnel et même servir la communication et le souci de proximité des services publics.

Interservices de Quartier

- Poursuite des actions engagées

Après quatre années de fonctionnement, l'ISQ est assurément devenu une plate-forme d'actions partenariales pour l'amélioration des services rendus aux habitants de la Goutte d'Or. Sa vocation d'être un lieu privilégié du partenariat dans le cadre du développement social urbain n'est plus à démontrer.

La mise en œuvre du contrat de la politique de la ville, un an après sa signature, conforte l'ISQ et tous ses partenaires institutionnels et associatifs dans les objectifs visés, notamment ceux liés à l'insertion par l'économique, l'intégration des migrants et de leurs familles, l'éducation des jeunes, le logement, etc., c'est-à-dire, à peu de chose près, les thèmes associés aux axes prioritaires du contrat de ville

En parfaite cohérence avec le contrat de ville, l'ISQ entend poursuivre, en 1997, les actions engagées dans le cadre des pôles-projets.

- Répondre aux besoins, mais encore

En répondant aux besoins des partenaires, l'ISQ a créé des synergies d'actions en matière d'accompagnement (médiation, logement, santé...) d'insertion sociale et professionnelle (accès aux soins, formation, développement d'activités économiques...). Mais au-delà des besoins exprimés (en référence à un état des lieux effectué à un moment donné), de nouvelles problématiques émergent.

Il s'avère aujourd'hui indispensable (l'enquête effectuée pour le recensement des besoins en matière de médiation le démontre) de mettre en place une formation-action en direction des structures d'accueil. Car accueillir des personnes en difficulté sans les exclure, les orienter sans se débarrasser d'elles requièrent des savoir-faire spécifiques.

Il s'avère également indispensable de s'intéresser aux personnes vieillissantes issues de l'immigration qui semblent "laissées-pour-compte" dans l'aventure migratoire (recenser leurs besoins, mettre en place des actions spécifiques qui respectent leurs choix).

C'est en sa qualité d'aiguillon que l'ISQ se doit d'investir de nouvelles problématiques.

- Partage des enjeux, traitement collectif

Dès sa mise en place, l'ISQ bénéficiait déjà de l'apport des deux autres missions dévolues à la Salle Saint-Bruno : accueil médiation et observatoire de la Vie Sociale. La réalisation du "Guide des Services Publics", la mise en place d'une formation sur les pratiques interculturelles sont les fruits d'une étroite collaboration en interne.

Mais la logique du développement social urbain à la Goutte d'Or, un esprit de partenariat et la complémentarité des missions de la Salle Saint-Bruno font que les enjeux doivent être, au sein de l'équipe, partagés et que les actions mises en œuvre soient le résultat d'un traitement collectif transversal.

La création d'activités économiques, par exemple, ne saurait se réduire à la seule intervention de l'ISQ. Elle procédera désormais d'une démarche collective et deviendrait l'affaire de toute l'équipe. Cela parce la Salle Saint-Bruno doit honorer l'engagement de créer une centaine d'emplois équivalent temps plein, en trois ans (convention ELI). Ce qui signifie l'engagement sans faille de toute l'équipe pour relever le défi.

Cependant, l'impossibilité à être "porteur de projets" économiques (ne pas faire à la place de..., ne pas se substituer à...) et encore moins à être employeur de personnes en situation d'insertion confine la Salle Saint-Bruno dans un rôle particulier : la mobilisation des compétences, l'appui méthodologique et technique et la création d'une ingénierie locale pour la mise en œuvre des premières activités économiques préconisées par le Cabinet Bernard Brunhes Consultants et validés par nos partenaires.

La création d'un cadre juridique (probablement une association régie par la loi de 1901, qui aurait pour objet le développement d'activités et de services) dont l'initiative reviendrait à des partenaires locaux fortement concernés par l'insertion et l'économique (Eurêka Services, Médiation, ADCLJC...) serait indispensable pour le lancement des projets prioritaires.

Chaque activité économique dès son lancement bénéficiera à son tour d'un statut juridique adapté (Entreprise d'insertion, société coopérative...).

Cependant l'enjeu demeure : comment concilier la rencontre entre les porteurs de projet et le public en insertion ? Comment concilier du même coup des logiques qui ont des chances de s'opposer (d'un côté la primauté de la rentabilité et la réussite de l'activité économique, d'un autre côté l'embauche de personnes ayant cumulé de multiples handicaps) ?